

## LE(S) MARCHÉ(S) DU TRAVAIL EUROPÉEN

Éric Heyer, Pierre Madec

Sciences Po, OFCE

Revue de l'OFCE, 158 (2018)

La comparaison des marchés du travail montre que le taux de chômage européen n'est pas le résultat d'un fonctionnement différent du marché du travail mais plutôt le résultat de chocs macro-économiques plus importants, notamment après 2011. Le premier facteur de la hausse du chômage européen est la politique fiscale restrictive menée de 2011 à 2014.

Ces évolutions moyennes cachent cependant de fortes divergences au sein de la zone euro. Entre 2007 et 2017, le taux de chômage allemand a baissé de quatre points par rapport à la moyenne de la zone euro alors que le taux de chômage espagnol a augmenté de six points.

Le taux de chômage est cependant bien insuffisant pour comparer les marchés du travail :

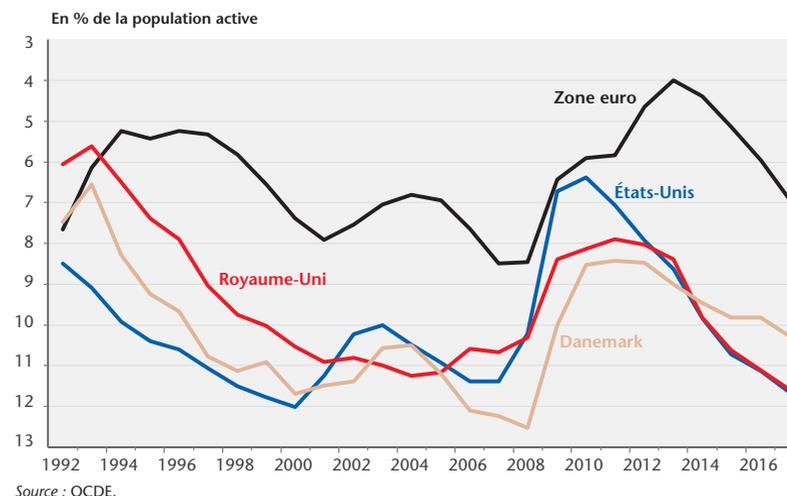
- 1) La part des personnes occupées à temps partiel en Allemagne est supérieure de 10 points à celle observée en Espagne ;
- 2) Le temps partiel subi en Italie est supérieur de 9 points à celui de l'Allemagne ;
- 3) Le nombre total d'heures travaillées a décliné trois fois plus vite en Allemagne qu'en France entre 2007 et 2017 ;
- 4) La population active a augmenté de près de 2,7 % en France depuis la crise alors qu'elle n'a augmenté que de 0,8 % en Allemagne et baissé de 3 % en Espagne ;
- 5) À ces effets de structure s'ajoute l'évolution des coûts salariaux unitaires au sein de la zone euro. On observe deux périodes : une forte divergence jusqu'en 2008, suivie d'une convergence lente depuis, l'Allemagne gardant des coûts salariaux unitaires encore faibles par rapport à la moyenne de la zone euro. L'Italie, elle, ne montre pas de signes d'une convergence.

Cet article conclut donc à la nécessité d'analyser la structure du marché du travail aussi bien que l'évolution des salaires.

Mots clés : taux d'emploi, taux de chômage, productivité du travail, durée du travail.

Si on mesure la situation du marché du travail à l'aune du taux de chômage alors il ne fait aucun doute que la zone euro est depuis plus de 20 ans « le mauvais élève » des pays développés. Au début des années 1990, le taux de chômage en zone euro se situait à un niveau comparable, voire inférieur dans certains cas, à celui enregistré dans les pays anglo-saxons ou scandinaves. Au début des années 2000 ces derniers ont atteint une situation de quasi-plein emploi tandis que la zone euro s'enlisait dans un chômage de masse. En 2017, dix ans après le début de la crise, l'écart persiste. Le taux de chômage reste plus élevé en zone euro, à un niveau deux fois plus important que celui enregistré dans les pays anglo-saxons (États-Unis, Royaume-Uni), plus de 3 points au-dessus du Danemark, pays illustrant ici le modèle scandinave de « flexisécurité » (graphique 1).

Graphique 1. Taux de chômage au sens de BIT au cours de 25 dernières années



Existe-t-il une fatalité du chômage en Europe, une impuissance des politiques économiques à lutter contre ce fléau ? Doit-on choisir entre un modèle anglo-saxon prônant une plus grande flexibilité du marché du travail ou celui plus équilibré de la « flexisécurité » pour sortir de cette situation de chômage de masse ? Ou ce dernier n'est-il que le résultat de choix de politique économique peu judicieux ? Par ailleurs, ce mal touche-t-il l'ensemble des pays de la zone ? Observe-t-on une convergence de taux de chômage au sein des pays européens ? Existe-t-il une face cachée au plein emploi dans les pays qui y sont aujourd'hui ?

Nous tenterons ici d'apporter un début de réponse à cette série de questions.

## 1. Quelles réactions des différents marchés du travail à la croissance économique ?

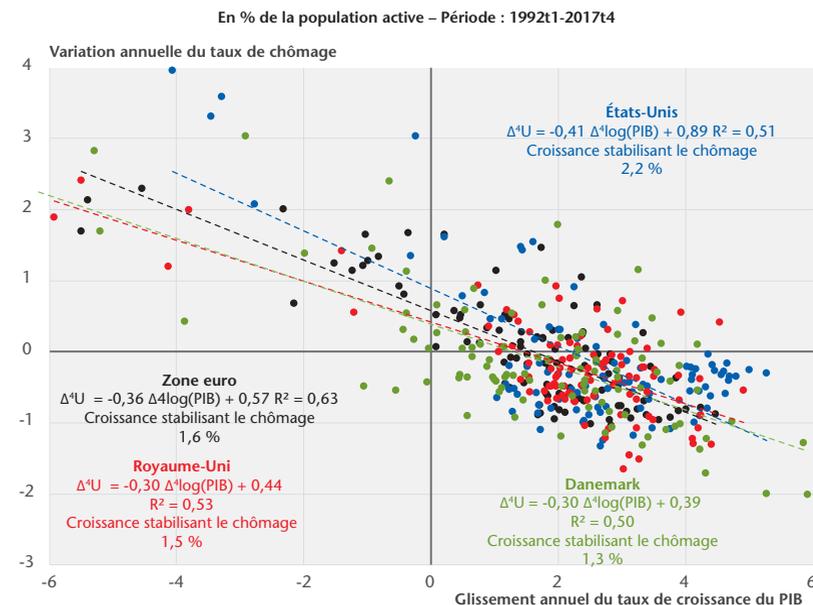
Le niveau du chômage, à l'instar de son taux, évolue de manière cyclique en suivant largement les fluctuations de l'activité générale. Une première explication à la moins bonne performance européenne pourrait alors provenir d'une plus faible incidence de la croissance sur l'amélioration du taux de chômage en Europe par rapport à celle observée dans les pays anglo-saxons ou scandinaves. Une deuxième explication à cet écart pourrait émaner d'une plus forte croissance économique nécessaire à la stabilisation du taux de chômage en zone euro.

D'une estimation rapide de ces deux effets au cours des 26 dernières années sur données trimestrielles (1992t1-2017t4), il ressort une certaine homogénéité des résultats pour les différents pays étudiés et une confirmation de la forte corrélation du chômage à l'activité : d'une part, la semi-élasticité du taux de chômage au PIB en zone euro est très proche de -0,4, valeur comparable à celle estimée pour les autres pays (-0,4 pour les États-Unis et -0,3 pour le Royaume-Uni et le Danemark, graphique 2). Ce premier résultat laisse à penser qu'il n'y aurait pas de spécificité de la zone euro quant à la réaction du taux de chômage à l'amélioration de l'activité économique : quel que soit le type de modèle du marché du travail, une hausse de 1% du PIB permettrait une baisse de 0,3/0,4 point du taux de chômage. Par ailleurs, d'après cette même analyse, résumée dans le graphique 2, la croissance qui stabilise le taux de chômage en zone euro est, en moyenne depuis 25 ans, de 1,6 %, niveau très légèrement supérieur à celui estimé pour le Danemark (1,3 %) mais comparable à celui estimée pour le Royaume-Uni (1,5 %) et très inférieur à celui pour les États-Unis (2,2 %).

Ainsi, faire baisser le taux de chômage en zone euro ne nécessite pas plus de croissance économique qu'ailleurs et le marché du travail européen ne semble ni réagir différemment aux variations de l'activité, ni se distinguer sur ce point de celui des pays développés qui ont été avant la crise, et sont de nouveau aujourd'hui, au plein emploi.

Cette idée est renforcée par une analyse plus approfondie basée sur l'estimation d'équations de demande de travail réalisées à l'aide d'un

Graphique 2. Lien entre la variation du taux de chômage et le taux de croissance du PIB



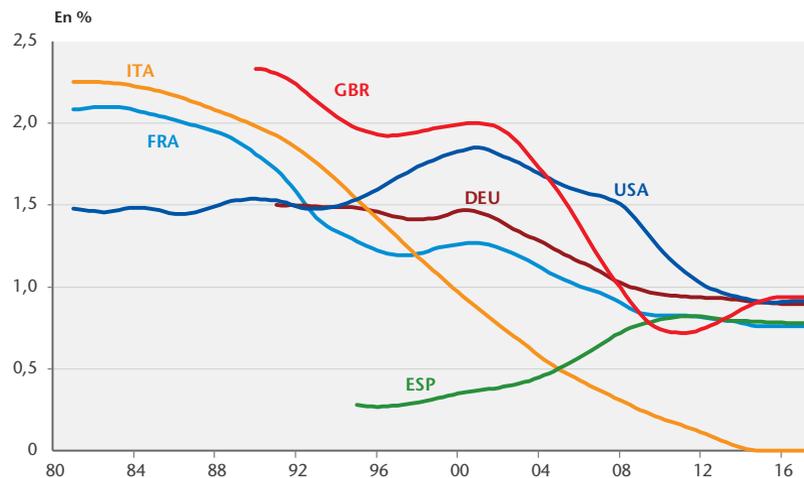
Sources : OCDE, calculs des auteurs.

filtre de Kalman pour six grands pays (Allemagne, France, Italie, Espagne, Royaume-Uni et États-Unis), dont la méthodologie est détaillée dans Ducoudré et Heyer (2017). Leurs résultats, résumés en annexe et par le graphique 3, confirment le ralentissement des gains tendanciels de productivité pour tous les pays étudiés<sup>1</sup> et mettent en avant l'existence d'une convergence des taux de croissance annuels de la productivité tendancielle vers des valeurs comprises entre 0,8 % et 1 % pour l'ensemble de ces pays, à l'exception toutefois de l'Italie (graphique 3).

Autre enseignement de ces résultats, il apparaît également une relative homogénéité de l'élasticité de l'emploi à son coût pour l'ensemble des pays étudiés : à l'exception de l'Italie, ici aussi, dont l'élasticité s'élève à -0,5, les cinq autres pays ont une élasticité proche, comprise entre -0,2 et -0,3.

1. Le lecteur intéressé par une revue de littérature récente sur ce sujet pourra se référer à Bergeaud et al. (2016) ou Crafts et O'Rourke (2013).

Graphique 3. Gains tendanciels de productivité horaire



Note : gains tendanciels de productivité horaire en rythme annuel.  
Source : Ducoudré et Heyer (2017).

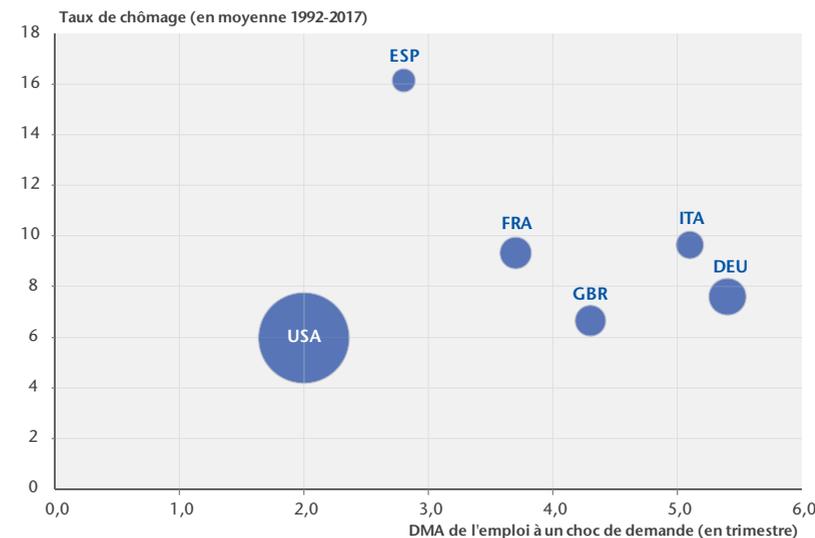
À partir de ces mêmes estimations, il est possible de calculer un délai moyen d'ajustements (DMA) de l'emploi à un choc de demande sur l'activité pour chacun des 6 grands pays. Ce DMA, qui est une mesure du degré de réactivité du marché du travail à l'activité, permet de hiérarchiser la flexibilité dans les différents pays.

Les résultats obtenus sont proches de ceux estimés par Cochard *et al.* (2010) : les marchés du travail américain et espagnol seraient les plus réactifs avec un DMA de 2 trimestres à la suite d'un choc de demande. Le marché du travail français connaît, quant à lui, un DMA inférieur à 4 trimestres (3,7), ce qui le rend légèrement plus réactif que le britannique (4,3 trimestres). Viennent ensuite l'Italie et l'Allemagne avec un DMA élevé, supérieur à 5 trimestres. Mais si des différences existent en matière de réactivité du marché du travail, celles-ci ne permettent pas d'expliquer les divergences en matière de taux de chômage observées dans les différents pays : comme l'illustre le graphique 4, le lien entre les performances en matière de chômage ne paraît pas être corrélé à la réactivité du marché du travail.

À première vue, il semble donc difficile d'imputer les moins bonnes performances européennes en matière de chômage aux caractéristiques structurelles de son marché du travail ou à la croissance économique. Dans le détail, une partie de la hausse du chômage observé après la crise économique est néanmoins à même d'émaner

d'une insuffisance de l'activité, notamment au travers de sa composante keynésienne.

Graphique 4. Taux de chômage et flexibilité du marché du travail



Notes : la taille des bulles est fonction du PIB du pays.  
Sources : Comptabilités nationales, Ducoudré et Heyer (2017).

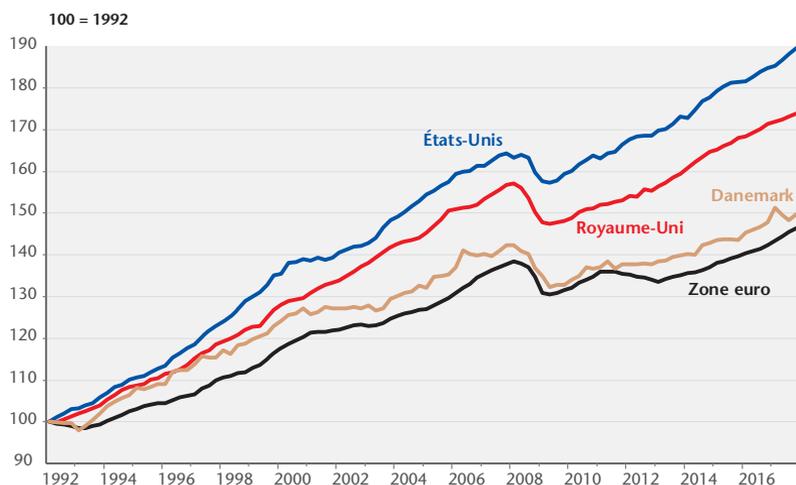
## 2. Des évolutions du chômage fortement corrélées à la croissance économique : les erreurs de gouvernance en zone euro

Si le chômage s'est développé en zone euro depuis plus d'un quart de siècle et s'est maintenu au-delà de 9,5 % en moyenne sur cette période, cela n'a pas empêché des baisses temporaires au cours des années 1998-2001, 2005-2007 et depuis 2013, qui ont coïncidé avec des périodes de reprise de l'activité, notamment dans un contexte de taux d'intérêt bas. Au cours de la sous-période de croissance précédant la crise, le taux de chômage a même connu un plus bas historique en atteignant 7,5 % de la population active, son plus bas niveau observé sur les 26 dernières années. Depuis 2014, le taux de chômage baisse rapidement, de près de 3 points en 4 ans, sans occasionner d'accélération importante des salaires. Il est donc possible de faire baisser significativement le chômage sans tension inflationniste dans le cadre juridique des pays de la zone euro : le chômage de masse ne serait pas

une fatalité européenne. Les mauvaises performances en matière de chômage ne seraient alors que le reflet des piètres performances économiques de la zone depuis 26 ans (graphique 5). Au cours de cette période, la croissance annuelle moyenne du PIB a été de 1,5 % en zone euro contre 1,7 % au Danemark, 2,1 % au Royaume-Uni et 2,5 % aux États-Unis.

La présence d'écart de taux de chômage entre la zone euro et les autres pays est dans ces conditions tout sauf une surprise et s'explique en partie par une composante keynésienne, due à une insuffisance de la demande.

Graphique 5. Évolution comparée du PIB depuis 25 ans



Sources : OCDE, calculs des auteurs.

Cette insuffisance de la demande tient notamment à l'étouffement rapide de la reprise qui s'était amorcée dans le courant de l'année 2009 et que les politiques mises en place en Europe ont interrompu début 2011. En effet, depuis cette date, l'orientation des politiques macroéconomiques en zone euro, que ces dernières soient budgétaires, monétaires ou de change, s'est distinguée de celle observée ailleurs dans les zones développées et explique une partie du retard de performance économique de la zone euro. Car avant cela, entre 2008 et le début de 2011, l'économie européenne avait plutôt bien résisté si on la compare à celle de ses principaux partenaires. La récession y a été moins forte qu'au Royaume-Uni ou qu'au Danemark. Au début de

l'année 2011, la zone euro accusait un retard d'activité de 1,8 point de PIB contre 3,3 points au Royaume-Uni et 3,6 points au Danemark.

La cassure apparue au sein des grands pays industrialisés entre 2008 et 2011 a donc laissé la zone euro dans le groupe qui a le mieux résisté aux violentes turbulences provoquées par la crise financière. La première moitié de 2011 a brutalement interrompu le processus de reprise quand l'économie européenne, sous l'effet dominant du basculement de ses politiques budgétaires vers l'austérité, est entrée dans une phase de quasi-stagnation dont elle peine à sortir. L'austérité outre-Atlantique a été moins virulente qu'en Europe et l'économie américaine a surtout bénéficié d'une politique monétaire très agressive, s'appuyant notamment sur des leviers non conventionnels et un dollar très compétitif. Le Royaume-Uni, où pourtant l'austérité a été aussi marquée qu'en Europe de 2010 à 2013, a conduit une politique monétaire d'accompagnement autonome, à la différence des autres pays de la zone euro, a pu préserver un sentier d'expansion positif qui s'est même accentué depuis 2013. Au final, le Royaume-Uni affiche un niveau du PIB 10 points au-dessus de son niveau d'avant-crise contre moins de 6 points en moyenne en zone euro.

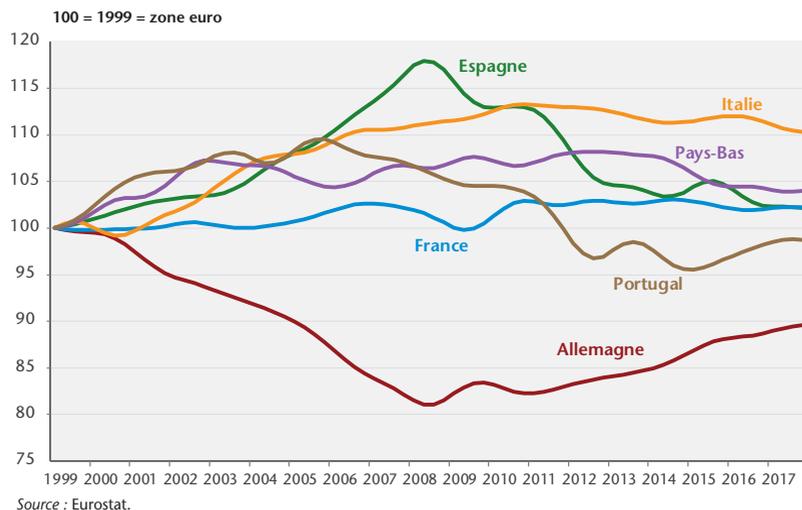
En résumé, les politiques macroéconomiques ont pesé sur la croissance européenne et sont responsables d'une partie de la hausse du chômage observée depuis 2011 : cette politique a exercé des effets d'autant plus récessifs qu'elle a été appliquée alors que l'économie portait encore les stigmates de la récession, notamment un niveau d'un chômage élevé, et que l'écart de production, toujours fortement négatif, témoignait de la persistance d'une situation de bas de cycle dans laquelle les multiplicateurs budgétaires et fiscaux sont élevés<sup>2</sup>.

Face à ce choc macroéconomique, les pays européens, du Sud principalement, se sont lancés dans une stratégie de « dévaluation compétitive » à l'image de celle menée en Allemagne fin des années 1990-début des années 2000.

Ainsi, comme l'illustre le graphique 6, deux périodes dans l'évolution au sein de la zone euro des coûts salariaux unitaires (CSU) – rapportant les coûts salariaux au niveau de la productivité horaire du travail – doivent être distinguées. Au cours de la décennie d'avant-crise, l'Allemagne s'est lancée dans une stratégie de désinflation compétitive

2. Pour une revue de la littérature sur la valeur des multiplicateurs, voir Creel, Heyer et Plane (2011), Heyer (2012) ou Blot *et al.* (2014).

Graphique 6. Coûts salariaux unitaires relatifs à la zone euro



qui lui a permis de gagner sur l'ensemble des pays de la zone euro en termes de « compétitivité coût du travail ». Les CSU français ont eu une évolution très proche de celle de la moyenne des pays partenaires de la zone euro. Cependant, cette évolution moyenne masque de fortes disparités : si l'évolution de ses CSU s'est améliorée face à un grand nombre de ses partenaires, la France a toutefois connu une perte de compétitivité-coût importante par rapport à son principal concurrent, l'Allemagne, dépassant les 20 % en 2007 (OFCE, 2006 et Dustmann *et al.*, 2014).

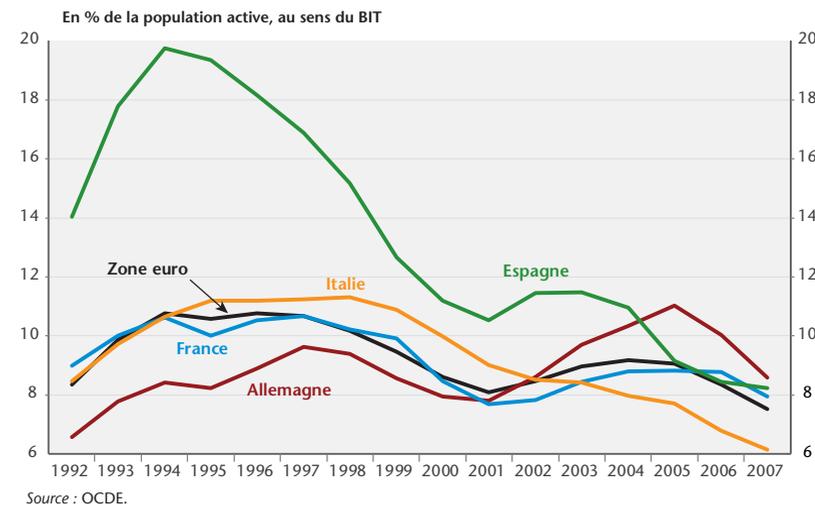
La grande crise de 2008 a modifié les stratégies des pays au sein de la zone euro. Dans cette seconde sous période, l'évolution des CSU en France est, là encore, restée proche de celle observée en moyenne dans les pays partenaires de la zone euro. Mais là-aussi cette moyenne est trompeuse : si l'Allemagne semble avoir stoppé sa stratégie de désinflation compétitive, l'Espagne et le Portugal s'y sont engagés, contraints ou forcés, depuis, gagnant en dix ans entre 10 et 16 % par rapport au CSU moyen de la zone euro.

À l'aide d'un modèle quantitatif de commerce international, Ragot et Le Moigne (2015) estiment que la modération salariale allemande explique environ 2 points de pourcentage du taux de chômage français en niveau.

### 3. Une divergence des taux de chômage au sein de la zone euro depuis la crise

Au cours des 15 années qui ont précédé la crise de 2008, une certaine convergence des taux de chômage dans les principaux pays de la zone euro s'est opérée, l'écart type passant de plus de 3 points en 1992 à 1,1 point en 2007. Cette convergence doit beaucoup à l'Espagne qui a vu son taux de chômage s'infléchir rapidement pour s'établir à 8,2 % en 2007 alors qu'il s'élevait à plus de 14 % de la population active quinze ans auparavant. Parmi les grands pays de la zone euro, notons que la France est restée l'« élève moyen » de la zone tout au long de cette période, enregistrant une légère baisse de son taux de chômage (-1 point). De son côté, l'Allemagne est le seul grand pays de la zone euro à avoir connu une hausse de son taux de chômage au cours de cette période d'avant-crise, celui-ci passant de 6,6 % à 8,8 % de la population active en 2007, taux supérieur à celui observé en moyenne dans la zone euro (7,5 %). Enfin, en s'établissant à près de 6 % de sa population active en 2017, le taux de chômage italien se situait à un niveau qu'il n'avait plus atteint depuis le début des années 1980 (graphique 7).

Graphique 7. Évolution du taux de chômage dans les principaux pays européens avant la crise

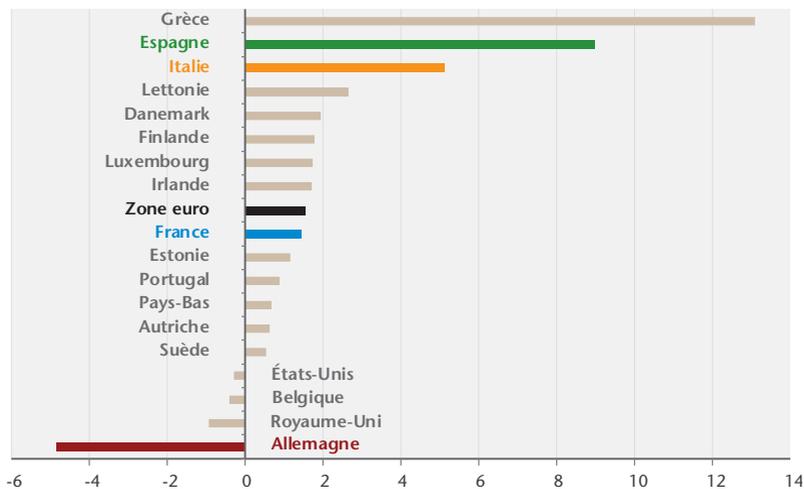


Depuis la Grande Récession de 2008, cette apparente convergence s'est interrompue et a laissé place à une importante divergence

(graphique 8). L'écart type de taux de chômage au sein des grands pays de la zone euro a atteint près de 9 points en 2013 et se situe à 5,6 points en 2017. De plus, la hiérarchie s'est inversée au sein des grands pays de la zone : l'Espagne, qui avait connu la plus forte baisse de son taux de chômage au cours de la période d'avant-crise, est le pays qui a enregistré la plus importante hausse du chômage depuis, dépassant les 26 % de sa population active en 2013, et s'élevant en 2017 à plus de 17 % soit plus de 8 points au-delà la moyenne de la zone euro. L'Italie a également connu une augmentation conséquente de son taux de chômage avec une hausse de plus 5 points, la situant dans une situation plus dégradée que la moyenne de ses partenaires européens. Enfin, l'Allemagne, « élève malade » de l'Europe de la décennie d'avant-crise, est le pays qui a connu la plus forte baisse du chômage depuis.

**Graphique 8. Évolution du taux de chômage dans les principaux pays européens depuis la crise**

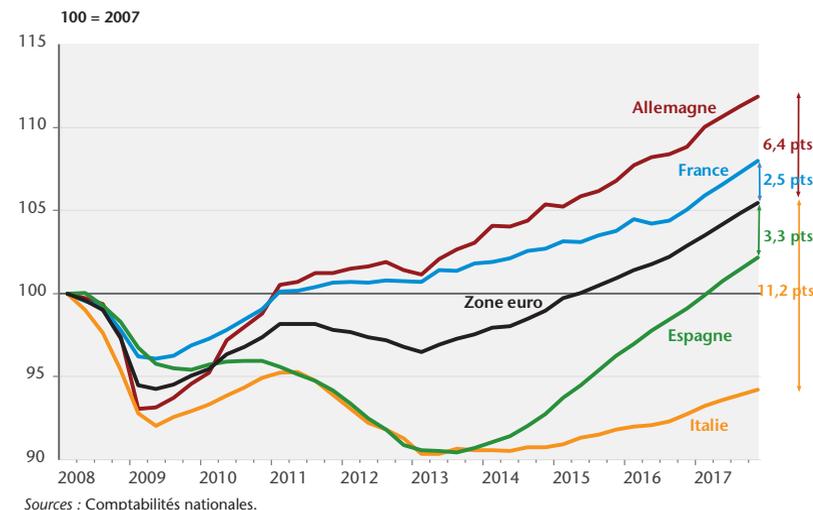
En % de la population active, au sens du BIT



Source : OCDE.

Bien entendu, et faisant écho à l'analyse menée plus haut sur l'ensemble de la zone euro, il apparaît que ces divergences au sein des pays européens en matière de chômage sont le miroir de l'hétérogénéité des évolutions des CSU et des performances économiques observées au cours de la crise (graphique 9).

**Graphique 9. Évolution comparée du PIB en zone euro depuis la crise**



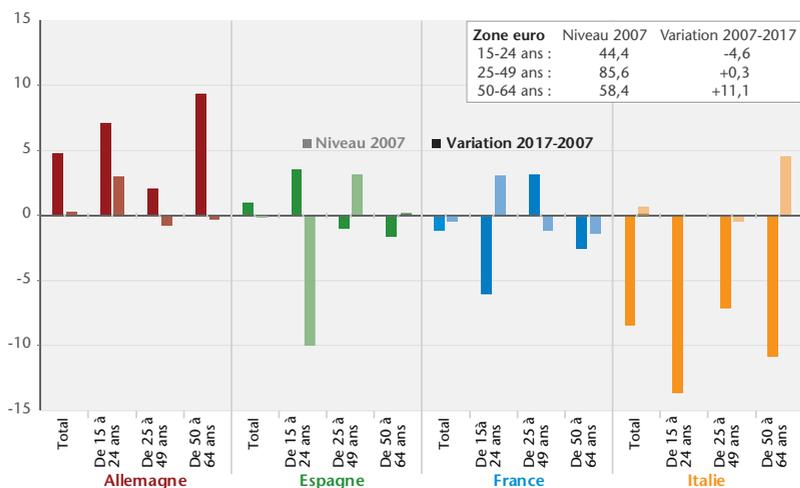
Sources : Comptabilités nationales.

Par ailleurs, la hausse du chômage en zone euro qui a suivi la double récession de 2008-2009 et 2011-2012 a été entretenue par la hausse des taux d'activité dans la plupart des pays européens. En zone euro, le taux d'activité a progressé de 2,3 points entre 2007 et 2017 (graphique 10). Cette hausse a touché principalement les travailleurs âgés de plus de 50 ans, conséquence directe des réformes des systèmes de retraite visant à allonger la durée de carrière des individus et à repousser l'âge de départ à la retraite. Depuis le début de la crise, le taux d'activité des 50-64 ans a augmenté de 11 points alors que celui des moins de 25 ans se réduisait de 4,6 points.

En Allemagne, où le taux d'activité des plus de 50 ans était déjà, en 2007, très supérieur à la moyenne de la zone euro, le taux d'activité des seniors a également augmenté de 11 points. En France, sous l'effet des réformes engagées du système des retraites, le taux d'activité des seniors a cru de 9,7 points. En Espagne, ce dernier a augmenté autant qu'en zone euro (+11,1 points) et le taux d'activité des 15-25 ans s'est réduit de 10 points. En Italie, où le taux d'activité des plus de 50 ans était avant la crise très inférieur au niveau de la zone euro (47 % contre 58 %), celui-ci a augmenté de 15,6 points<sup>3</sup>.

3. Voir Benoît Mojon, Xavier Ragot, « The labor supply of baby boomers and low flatation », *Sciences Po-OFCE Working Paper*, n° 9, 2018-01.

**Graphique 10. Niveau de 2007 (couleur foncée) et variation 2007-2017 (couleur claire) du taux d'activité par âge, en relatif à la moyenne de la zone euro depuis la crise**



Source : Eurostat, calculs des auteurs.

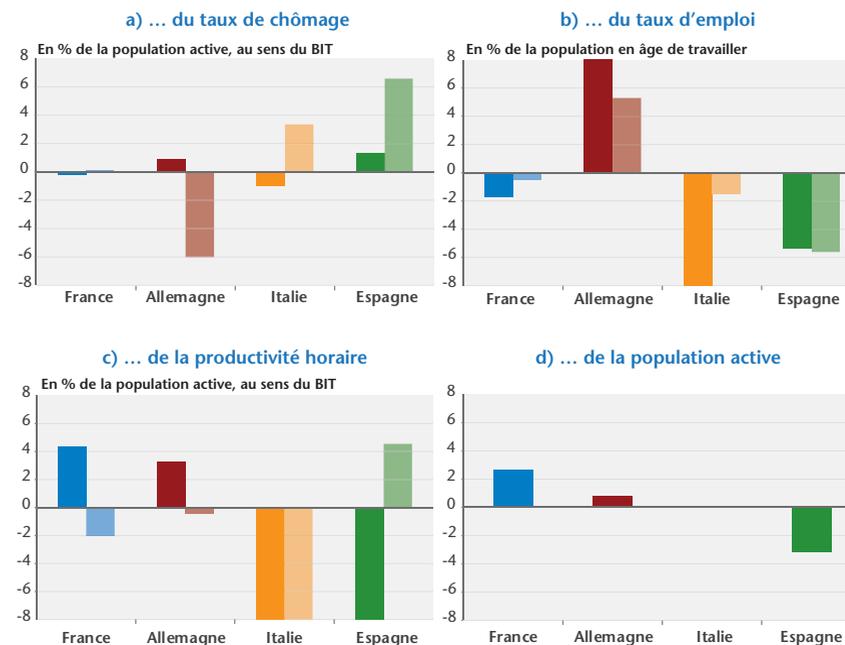
Cette lecture des performances en matière de chômage doit également être enrichie de l'analyse de l'évolution d'autres critères qui peuvent l'influencer comme celle de la population active, de la productivité du travail et du taux d'emploi. En effet, ces éléments constituent certes un gage de solidité de la croissance structurelle des économies dans les années à venir mais amplifient et compliquent les évolutions à court et moyen terme sur le marché du travail et ce tout particulièrement dans un environnement de crise économique.

Les graphiques 11(a, b, c, d) résument pour les grands pays européens et pour ces variables, le niveau de 2007 (couleur foncée) et les variations observées depuis la crise (couleur claire) en écart à celles observées en moyenne dans la zone euro.

Comme nous venons de le voir, la France a connu des performances en termes de chômage très proches de celles enregistrées en moyenne dans la zone euro depuis la crise (graphique 11a). Mais cette performance très médiocre doit être toutefois relativisée car elle a été obtenue dans un contexte de dynamisme plus marqué qu'ailleurs de sa population active (graphique 1d) et avec un niveau de productivité horaire des travailleurs plus important que celui de ses voisins européens (graphique 11c).

En revanche, l'Espagne et l'Italie ont connu une plus forte dégradation de leur taux de chômage alors que celle-ci a été pourtant modérée à la fois par une baisse du taux d'emploi, quand celui-ci croissait de 0,9 point en zone euro, mais aussi par une forte chute de la productivité en Italie et une baisse de la population active en Espagne alors que la population active en zone euro augmentait de 2,3 points.

**Graphique 11. Niveaux (en foncé) et variations (en clair) des indicateurs de l'emploi en écart à la moyenne de la zone euro**



*Note de lecture des graphiques :* pour chaque graphique, la couleur foncée représente le niveau en 2007 de la variable pays en relatif à celui observé en moyenne en zone euro. La couleur claire représente, quant à elle, l'écart de variation de cette variable pays par rapport à celle enregistrée en moyenne dans la zone euro depuis 2007. Par exemple, pour le taux de chômage, en Italie, son niveau en 2007 était inférieur d'1 point à celui de la zone euro. En revanche le taux de chômage italien a augmenté de 3,3 points de plus que la moyenne des pays de la zone euro pendant la crise.

Source : OCDE.

Enfin, l'Allemagne a réussi à réduire très fortement son taux de chômage tout en augmentant plus fortement qu'ailleurs son taux d'emploi et avec une hausse de sa population active supérieure à celle observée en zone euro.

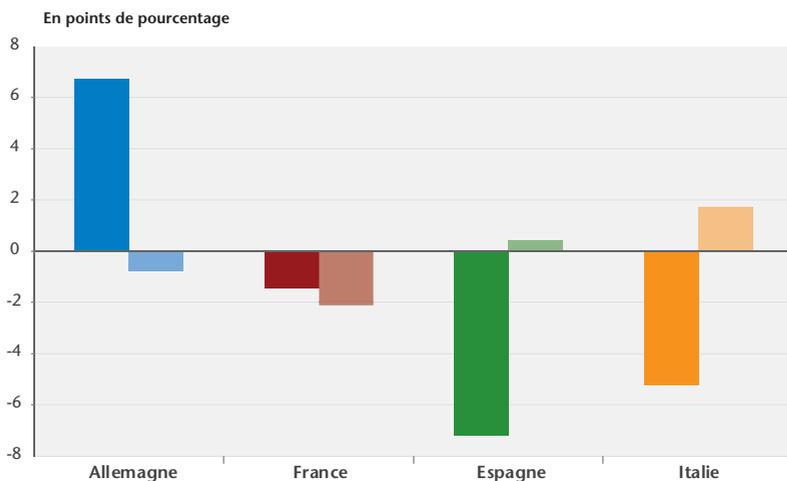
#### 4. Des divergences de flexibilité interne

Dans le même temps, la plupart des pays européens ont, au cours de la crise, réduit plus ou moins fortement la durée effective de travail, *via* des dispositifs de chômage partiel, la réduction des heures supplémentaires ou le recours aux comptes épargne-temps, mais aussi *via* le développement du temps partiel (particulièrement en Italie et en Espagne), notamment le temps partiel subi.

Entre 2007 et 2017, alors que la zone euro créait 4,5 millions d'emplois à temps partiel, elle détruisait près de 3 millions d'emplois à temps plein. Néanmoins, une fois encore, les dynamiques au sein de la zone euro ont été diverses. Sur la période, quand l'Allemagne créait 1,6 million d'emploi à temps plein et 1,7 million d'emplois à temps partiel, l'Espagne détruisait 2,2 millions d'emplois à temps plein contre seulement 430 000 emplois supplémentaires à temps partiel. Au final, la part de l'emploi à temps partiel a cru de 2,8 points en zone euro pour atteindre 21,5 % en 2017.

En Allemagne, où le temps partiel était, avant la crise économique, bien plus développé qu'en zone euro, la part de ceux-ci chez les personnes occupées a moins augmenté qu'en zone euro mais a tout de même cru de 2 points entre 2007 et 2017 (graphique 12). En Italie, celle-ci a augmenté de 4,5 points et c'est en France que les temps

Graphique 12. Part et évolution de la part des personnes occupées à temps partiel, en écart à la zone euro

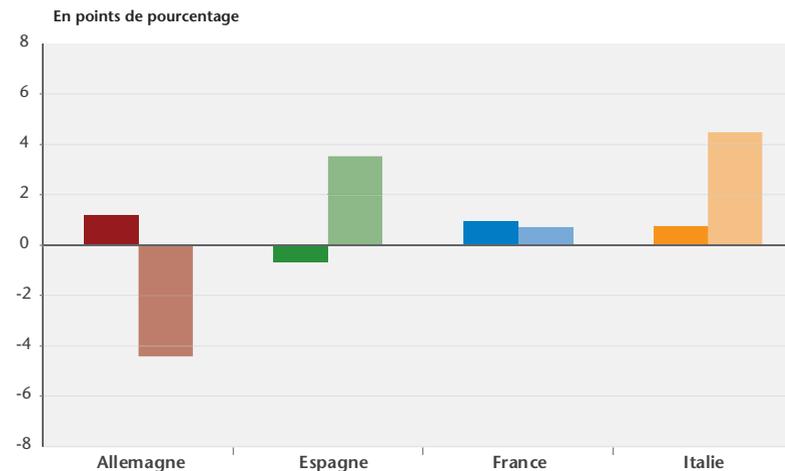


Source : Eurostat, calculs des auteurs.

partiels se sont le moins développés avec une augmentation inférieure de 2 points à celle observée en zone euro. En Espagne, la part des personnes occupées à temps partiel était, avant-crise, très inférieure à celle observée en zone euro (-7,2 points). Si elle a cru de 3,2 points entre 2007 et 2017, elle reste en 2017 très inférieure à celle de la zone euro (-6,8 points).

Au sein de ces temps partiels, les temps partiels subis, composante principale du sous-emploi, ont fortement cru. En 2017, ils atteignent 6,2 % de l'emploi total en zone euro soit 1,7 point de plus qu'en 2007. Si l'Allemagne, du fait de l'amélioration de son marché du travail, est parvenue à réduire de façon importante la part des temps partiels subis (-2,7 points), la France et l'Italie ont connu une hausse de ces situations plus importante qu'en zone euro alors même que ces situations étaient déjà plus nombreuses qu'en zone euro avant la crise (graphique 13). Alors qu'elle connaissait, avant la crise, une proportion de personnes à temps partiel très inférieure à celle observée en zone euro, la part des personnes occupées à temps partiel subi était en Espagne comparable à celle de la zone euro. Autrement dit, les personnes à temps partiel subi étaient largement sur-représentées par rapport à la zone euro. Cet état de fait s'est développé avec la crise économique puisque les personnes en situation de temps partiel subi ont vu leur part croître plus rapidement en Espagne qu'en zone euro (+5,2 points contre 1,7 point en zone euro).

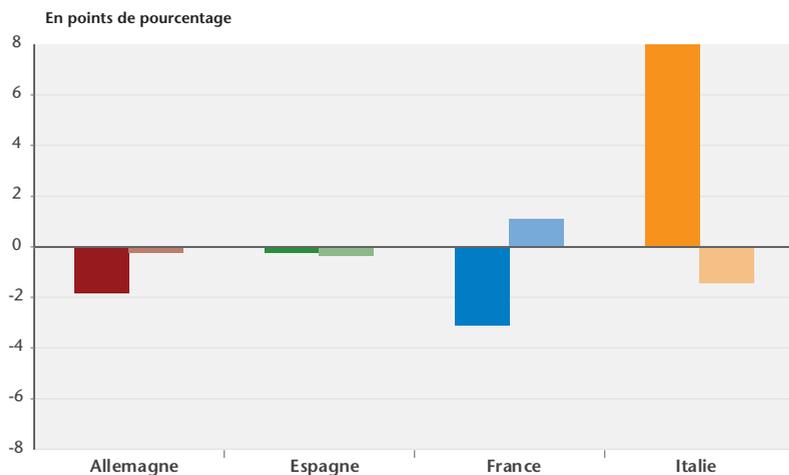
Graphique 13. Part et évolution des temps partiels subis, en écart à la zone euro



Sources : Eurostat, calculs des auteurs.

En plus d'occulter les dynamiques à l'œuvre sur le marché du travail, la définition stricte du chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) ne prend pas en compte les situations à la marge du chômage. Ainsi les personnes souhaitant travailler mais considérées comme inactives au sens du BIT, soit parce qu'elles ne sont pas disponibles rapidement pour travailler (sous deux semaines), soit parce qu'elles ne recherchent pas activement un emploi, forment le « halo » du chômage. En zone euro, en 2007, cette population représentait 5,7 % de la population active (augmentée de la sous-population considérée). Cette part a cru de 0,7 point en 10 ans. En Allemagne, où celle-ci était légèrement sous-représentés en 2007 (4,8 % de la population active « augmentée », cette part a évolué dans des proportions comparables tout comme en Espagne. En France, elle a augmenté de 1,8 point. En Italie, cette part a légèrement diminué mais s'établissait à un niveau extrêmement élevé avant la crise (15,7 %) (graphique 14).

**Graphique 14. Part et évolution du nombre de personnes souhaitant travailler mais considérées comme inactives, en écart à la zone euro**



Sources : Eurostat, calculs des auteurs.

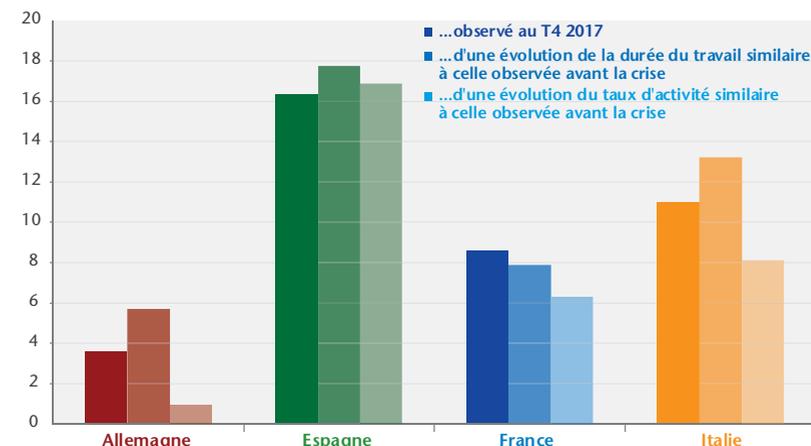
## 5. Le taux de chômage : un indicateur nécessaire mais non suffisant

Les pays de la zone euro ont connu une augmentation de leur population active (actifs occupés + chômeurs) plus importante que celle observée dans la population générale, du fait entre autres des

réformes des retraites menées. Mécaniquement, sans création d'emploi, ce dynamisme démographique a pour effet d'accroître le taux de chômage des pays concernés. En effet, sous l'hypothèse d'un niveau d'emploi constant, une hausse d'un point du taux d'activité entraîne une hausse du taux de chômage.

Ainsi, si le taux d'activité s'était maintenu à son niveau de 2007, le taux de chômage aurait été en 2017 inférieur de 2,3 points en France et de 3,1 points en Italie (graphique 15). L'Allemagne a connu depuis la crise une baisse importante de son chômage alors même que son taux d'activité croissait. À taux d'activité inchangé, le taux de chômage allemand serait de ... 0,9 %. Bien évidemment, les évolutions des taux d'activité résultent également de facteurs démographiques plus structurels comme par exemple le vieillissement de la population. L'hypothèse d'un retour vers les taux de 2007 est donc arbitraire mais permet d'illustrer les évolutions à l'œuvre.

**Graphique 15. Taux de chômage observé au T4 2017 et taux de chômage sous l'hypothèse ...**



Sources : Comptabilités nationales, calculs OFCE.

Concernant la durée du travail, les enseignements semblent bien différents. Sans ajustement par la durée du travail, le taux de chômage aurait été supérieur de 3,8 points en Allemagne et de 2,7 points en Italie. En France et en Espagne le temps de travail n'a que faiblement baissé depuis la crise. À durée du travail identique à celle de 2007, le taux de chômage y aurait été très légèrement supérieur. Notons que

les évolutions à la baisse de la durée du travail ont largement précédé la crise économique de 2007 (tableau 1). Si l'Allemagne a prolongé la dynamique à l'œuvre avant la crise et si l'Italie l'a largement accentuée, la France et l'Espagne ont continué à réduire leur durée du travail mais de façon moins marquée<sup>4</sup>. En France, la mesure de défiscalisation des heures supplémentaires en est une illustration (Heyer, 2017).

Tableau 1. Évolution du nombre d'heures travaillées avant et après la crise de 2007

En %

	Allemagne	Espagne	France	Italie
1997-2007	-5,3	-2,4	-4,0	-2,9
2007-2017	-5,4	-1,2	-1,6	-5,7

Sources : Comptabilités nationales, calculs OFCE.

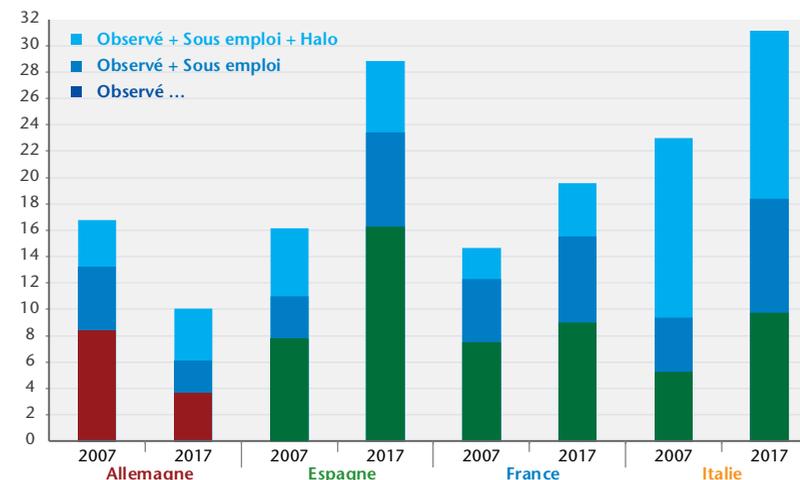
De façon similaire, il est possible d'intégrer aux évolutions décrites du taux de chômage, celles du sous-emploi et du halo mises en lumière précédemment (graphique 16). Augmenté de ces deux situations, le taux de chômage allemand s'établirait à 10 % en 2017, soit une baisse de plus de 6 points par rapport à 2007. *A contrario*, le taux de chômage « augmenté » de l'Espagne aurait cru de plus de 12 points pour dépasser en 2017 les 28% de la population active « augmentée du halo ». En Italie, le « halo » autour du chômage était en 2007 plus important que le chômage et le sous-emploi cumulés, signe de la nécessité de mieux prendre compte ces situations. Si au cours des 10 dernières années le taux de chômage au sens strict et le sous-emploi ont fortement cru (de respectivement 4,5 et 2 points), le « halo » a lui légèrement baissé. En 2017, le taux de chômage « augmenté » atteint en Italie 31 %, soit plus de 9 millions de personnes.

## 6. Conclusion

L'analyse de l'évolution du taux de chômage à l'échelle de la zone euro n'éclaire que très partiellement les dynamiques, pour certaines divergentes, à l'œuvre au sein de la zone. Si la zone euro apparaît depuis plus de 20 ans comme « le mauvais élève » des pays développés, elle n'est pas moins réactive à la reprise économique que ces parte-

4. La hausse de l'emploi des femmes et le développement du secteur des services au détriment de l'industrie constituent des facteurs explicatifs de la hausse du temps partiel et de la baisse de la durée du travail observées dans certains pays comme l'Espagne.

Graphique 16. Taux de chômage ...



Sources : Eurostat, calculs des auteurs.

naires et les facteurs expliquant ses piètres performances en termes d'emploi semblent plutôt à chercher d'une part du côté d'une gouvernance économique inefficace et d'autre part des divergences qui la traversent, elles-mêmes reflet de l'hétérogénéité des performances économiques observées au cours de la crise mais également les divergences de flexibilité interne entre pays de la zone.

La hausse des taux d'activité, notamment des seniors, entamée dans l'ensemble des grands pays de la zone euro, à des degrés plus ou moins importants, a alimenté la hausse du chômage dans les pays où le marché du travail se dégradait. Très clairement, les divergences entre pays de la zone euro apparaissent plus fortes encore après la crise économique. Celles-ci apparaissent en réalité quel que soit l'indicateur du marché du travail analysé. Par exemple, le développement du temps partiel et, plus globalement, la baisse de la durée du travail n'ont pas été homogènes au sein de la zone euro.

En plus d'occulter les profondes modifications du marché du travail, la définition stricte du chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) ne prend pas en compte les situations à la marge du chômage. Une fois pris en compte, le « halo » du chômage et le sous-emploi, les divergences au sein de la zone euro sont encore une fois flagrantes et mettent en exergue la nécessité de mieux prendre en compte ces situations et ces dynamiques.

## Références

- Bergeaud A., G. Cette et R. Lecat, 2016, « Productivity Trends in Advanced Countries between 1890 and 2012 », *The Review of Income Wealth*, n° 62, pp. 420-444, <https://doi.org/10.1111/roiw.12185>.
- Blot C., M. Cochard, J. Creel, B. Ducoudré, D. Schweisguth et X. Timbeau, 2014, « Fiscal Consolidation, Public Debt and Output Dynamics in the Euro Area: lessons from a simple model with time-varying fiscal multipliers », *Revue d'économie politique*, vol. 124.
- Cochard M., É. Heyer et G. Cornilleau, 2011, « Les marchés du travail dans la crise », *Économie et Statistique*, n° 438-440.
- Crafts N., K. H. O'Rourke, 2013, « Twentieth Century Growth », *CEPR Discussion Papers*.
- Creel J., É. Heyer et M. Plane, 2011, « Petits précis de politique budgétaire par tous temps : les multiplicateurs budgétaires au cours du cycle », *Revue de l'OFCE*, 116, pp. 61-88, janvier.
- Ducoudré B. et É. Heyer, 2017, « Quel nouveau sentier de croissance de la productivité du travail ? Une analyse pour six grands pays développés », *Revue de l'OFCE*, 152, pp. 233-258, octobre.
- Dustmann C., B. Fitzenberger, U. Schönberg, et A. Spitz-Oener, 2014, « From Sick Man of Europe to Economic Superstar: Germany's Resurgent Economy », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 28, n° 1, pp. 167-88.
- Heyer É., 2012, « Une revue récente de la littérature sur les multiplicateurs budgétaires : la taille compte ! », *Blog de l'OFCE*, novembre.
- Heyer É., 2017, « Quel impact doit-on attendre de l'exonération des heures supplémentaires ? », *OFCE Policy brief*, n° 23, juillet.
- OFCE (Département analyse et prévision), 2006, « Le coût d'outre-Rhin », *Revue de l'OFCE*, n° 97, pp. 33-90, avril.
- Mojon B., X. Ragot, 2018, « The labor supply of baby-boomers and low-inflation », *Sciences Po-OFCE Working paper*, n° 9, 2018-01.
- Ragot X. et M. Le Moigne, 2015, « France et Allemagne : une histoire du désajustement européen », *Revue de l'OFCE*, n° 142, pp. 177-231, septembre.

## ANNEXE. Résultats – équations de demande de travail

	DEU	FRA	ITA	ESP	GBR	USA
Période d'estimation	1991-2016	1981-2015	1982-2016	1995-2016	1990-2016	1981-2016
<b>Force de rappel</b>						
	-0,16 (-4,18)	-0,12 (-5,62)	-0,16 (-4,72)	-0,36 (-4,46)	-0,20 (-4,95)	-0,30 (-7,91)
<b>Élasticités de long terme</b>						
$\beta_1$ – Coût du travail	0,33** (1,66)	0,24** (1,85)	0,52* (2,12)	0,31* (2,40)	0,18* (2,13)	0,18* (2,10)
$\beta_2$ – Durée du travail	0,47*** (1,195)	0,61* (2,21)	0,84*** (1,40)	0,28*** (1,42)	0,0 (c)	0,0 (c)
Dernière tendance estimée (%)	0,90	0,76	-0,01	0,78	0,94	0,91
<b>Élasticités de court terme</b>						
$\alpha_1$ – emploi retardé	0 ns	0,39 (7,44)	0 ns	0 ns	0 ns	0,16* (-2,27)
$\alpha_2$ – valeur ajoutée	0,13 (4,32)	0,17 (7,60)	0,19 (3,47)	0 ns	0,24 (4,16)	0,24 (6,71)
$\alpha_3$ – durée du travail	-0,12** (-1,94)	-0,20 (-4,51)	-0,31 (-2,61)	-0,18 (-3,69)	-0,11** (-1,69)	0,11*** (1,37)
$\alpha_4$ – coût du travail	-0,08 (2,60)	0 ns	-0,22 (5,10)	-0,09* (2,37)	0 ns	0 ns
<b>Variances et tests</b>						
$\sigma_\varepsilon^2$	3,10 <sup>-6</sup>	8,10 <sup>-7</sup>	2,10 <sup>-5</sup>	5,10 <sup>-6</sup>	1,10 <sup>-5</sup>	3,10 <sup>-6</sup>
$\sigma_{v_1}^2 / \sigma_\varepsilon^2$	0,7 (c)	0,5 (c)	0,07 (c)	0,5 (c)	0,05 (c)	0,9 (c)
$\sigma_{v_2}^2 / \sigma_\varepsilon^2$	0,0004 (c)	0,0007 (c)	0,000025 (c)	0,0005 (c)	0,0002 (c)	0,00145 (c)
Likelihood	442,89	692,69	511,10	354,61	404,90	617,08
Akaike	-8,17	-9,75	-7,24	-7,72	-7,39	-8,36
Schwarz	-7,92	-9,54	-7,07	-7,53	-7,24	-8,21
Hannan-Quinn	-8,07	-9,67	-7,17	-7,65	-7,33	-8,30

Note : Pour les États-Unis, l'estimation porte sur le PIB et l'emploi total du secteur marchand non agricole. Pour l'Espagne on retient l'emploi total sans distinguer salariés et non-salariés. z-stat des paramètres entre parenthèses. (c) : paramètre contraint ; (ns) : non significatif, variable exclue de l'estimation.

\*\*\*, \*\*, \* : non significatif au seuil de 10 %, 5 %, 1 %.

Source : Ducoudré et Heyer (2017).